

L'industrie du vêtement au Bangladesh : les effets des campagnes internationales sur le mouvement ouvrier bangladais

RÉSUMÉ DE RECHERCHE

Cette note résume une recherche menée par Judith Kohl pour le compte du Centre international de solidarité ouvrière (CISO) en 2021, et ne prend pas en compte les événements survenus après juillet 2021. Le document de recherche complet est disponible pour téléchargement sur le site web du CISO : www.ciso.qc.ca



Photo: Fahad Faisal (CC BY-SA 3.0)

Introduction

L'industrie du vêtement du Bangladesh s'est retrouvée sous le feu des projecteurs internationaux lorsque le Rana Plaza, un bâtiment de huit étages logeant des entreprises sous-traitantes des grandes marques de vêtement internationales, s'est écroulé le 24 avril 2013. Alors que plusieurs travailleuses et travailleurs avaient signalé de profondes fissures dans les murs du bâtiment et savaient que celui-ci n'était plus sûr, elles et ils se sont tout de même rendu·e·s au travail de peur de perdre leur emploi. Cet événement tragique a causé 1134 décès et plus de 2500 blessé·e·s.

L'opinion publique internationale a été fortement frappée par cette catastrophe, prenant conscience du fait que les vêtements de *Joe Fresh* ou *Walmart*, par exemple, étaient produits dans des conditions misérables, majoritairement par des jeunes travailleuses bangladaises. La médiatisation de la tragédie a suscité une vague de campagnes de solidarité internationale avec les victimes du Rana Plaza, et plus généralement avec les travailleuses du vêtement au Bangladesh.

Une coalition de groupes de défense de droits a alors développé deux initiatives: l'*Accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments du Bangladesh* (l'*Accord*) et

l'*Alliance pour la sécurité des travailleuses et travailleurs du Bangladesh* (l'*Alliance*). Il s'agissait d'ententes entre gouvernements, ONGs, groupes de défenses de droits et marques internationales, contraignante pour l'Accord et non-contraignante pour l'Alliance, qui forçaient la main aux grandes marques afin d'amener une amélioration des conditions de sécurité des bâtiments et des conditions de travail dans les usines de textile du Bangladesh.

Dans le cadre de cette recherche, nous nous sommes posé les questions suivantes:

- **Jusqu'à quel point ces campagnes internationales de solidarité avec les travailleuses du vêtement du Bangladesh ont-elles véritablement contribué à une amélioration durable des conditions de travail?**
- **Ont-elles contribué à renforcer le mouvement ouvrier bangladais¹?**

1. Contextualisation

La recherche fait tout d'abord une contextualisation approfondie de l'industrie du vêtement au Bangladesh: son émergence, celle des mouvements ouvriers bangladais, les conditions de travail dans les manufactures et le rôle des femmes dans l'industrie. Il s'agit de mieux comprendre la structure actuelle de l'industrie du vêtement et l'environnement dans lequel les organisations internationales de défense de droits s'insèrent.

Émergence

L'industrie du vêtement se développe au Bangladesh dans les années 70-80, au moment où les pays occidentaux

passent de modèles économiques protectionnistes aux modèles néolibéraux. On assiste alors à la délocalisation de l'industrie du vêtement vers les pays du Sud, dont le Bangladesh, pour produire plus rapidement et pour moins cher. Au Bangladesh, cette initiative est accueillie à bras ouverts par le gouvernement, compte tenu des profits escomptés pour le gouvernement et surtout pour les parlementaires qui sont également propriétaires de manufactures de vêtements.

En effet, un tiers des propriétaires des manufactures de vêtements siègent également au parlement du Bangladesh.

¹ Pour apporter des changements durables dans l'industrie du vêtement du Bangladesh, il est essentiel que les mouvements ouvriers (syndicats, organisations non-gouvernementales...) soient autonomes et puissent négocier eux-mêmes avec le gouvernement et les entités responsables de l'industrie du vêtement. Sinon, les travailleuses du vêtement et les groupes de défenses de droits bangladais seront toujours dépendants de l'aide des organisations internationales et tributaires de leurs priorités.

— **De plus, la plupart des syndicats sont liés à des partis politiques; ils ont en majorité été formés par des politiciens à des fins de promotion partisane.**

En conséquence, ils ne représentent pas forcément les intérêts des travailleuses et travailleurs du vêtement.

Les conditions de travail

Les conditions de travail de base sont régies par la Loi du Travail de 2006. Celle-ci détermine les modalités de paiement des salaires, le nombre d'heures de travail et de congés, les compensations pour les accidents, ainsi que les conditions pour former des syndicats. Elle établit en outre le salaire minimum mensuel, qui s'élève aujourd'hui à 8000 Taka (96 dollars US).

En réalité toutefois, cette loi n'est pas toujours respectée dans les manufactures de vêtement au Bangladesh. Les propriétaires des manufactures ne paient pas nécessairement le salaire minimum fixé par la loi et même lorsqu'ils le font, les travailleuses peuvent parfois attendre jusqu'à 1 mois pour recevoir leur salaire. De plus, jusqu'à 75% des revenus des travailleuses peut provenir de leurs heures supplémentaires. Or, beaucoup de propriétaires ne respectent pas non plus les taux réglementaires établis pour rémunérer ces heures supplémentaires.

Les heures de travail dépassent généralement le maximum établi par la loi (10h par jour), avec des quarts de travail pouvant atteindre de 12 à 14h par jour. De plus, l'environnement de travail n'est pas sûr, comme le démontre le nombre élevé d'accidents industriels dans manufactures bangladaises, dont celles du vêtement (voir le Tableau 1.3 du rapport de recherche). Les lieux de travail ne fournissent pas toujours un accès à l'eau potable, des salles à manger désignées, des salles de bain adéquates ou des plans d'évacuation en cas d'urgence.

Les travailleuses sont également victimes de harcèlement psychologique voire de harcèlement sexuel. Menacées de renvoi par leurs contremaîtres ou par les propriétaires des manufactures, elles n'osent pas dénoncer leurs conditions de travail.

La loi établit un seuil de 30% de participation des employé·e·s pour former un syndicat. En d'autres mots, au moins 30% des travailleuses et travailleurs d'une manufacture, peu en importe la taille, doivent souhaiter former un syndicat pour que celui-ci puisse être mis sur pied. Cette disposition a pour effet d'empêcher la création de syndicats, notamment dans les grandes manufactures de 1000 employé·e·s et plus.



Photo: Utenriksdepartementet UD (CC BY-SA 3.0)

Le manque d'application de la loi du travail, les contraintes, obstacles et affiliations politiques rendant des organisations syndicales inefficaces et l'absence quasi totale de protections sociales font en sorte que les travailleuses du vêtement du Bangladesh se retrouvent sans filet de sécurité et entièrement à la merci des propriétaires des manufactures.

Le rôle des femmes

Partout dans le monde, une des problématiques majeures lorsqu'il est question de l'industrie du vêtement est le manque de consultation des femmes dans la mise en place des normes internationales du travail et des codes de conduite des multinationales. Or, 74% de la main d'œuvre de l'industrie du vêtement est féminine. Pour la plupart, elles travaillent de façon plus ou moins informelle dans des environnements dépourvus de mesures suffisantes de sécurité, avec des conditions de travail inadéquates et des salaires trop bas. Il est donc d'autant plus important que les intérêts des travailleuses soient pris en compte au sein des syndicats et au niveau de la gouvernance du travail dans l'industrie du vêtement, au Bangladesh comme ailleurs.

2. La gouvernance du travail dans l'industrie du vêtement au Bangladesh

Dans la section 2, le rapport dresse un portrait de la gouvernance du travail dans l'industrie du vêtement au Bangladesh. Ce portrait comprend deux volets: les lois et les acteurs. Quelles lois ont été mises en place à travers les années et quelles sont les parties prenantes impliquées dans l'industrie du vêtement au Bangladesh?

Les lois et politiques nationales et les ententes internationales concernant l'industrie du vêtement au Bangladesh

Au Bangladesh, la Loi du Travail de 2006 encadre tous les secteurs d'emplois et établit des normes sur les heures de travail, les délais de paiement des heures supplémentaires et les congés de maternité. De plus, le gouvernement a mis en place des politiques concernant le travail des enfants, l'égalité salariale et la santé et sécurité au travail. Les mauvaises conditions de travail qu'on retrouve aujourd'hui dans l'industrie du vêtement ne résultent donc pas d'une absence de législation mais plutôt d'un manque d'application du cadre législatif déjà en place. En outre, la corruption et le fait que les travailleuses ne soient pas au courant de leurs droits les placent dans une position de vulnérabilité. Pour ces raisons, le cadre législatif national du Bangladesh ne suffit pas à protéger les travailleuses.

Au niveau de la gouvernance internationale, l'Organisation internationale du travail (OIT) vise à améliorer et protéger les conditions de vie et de travail des travailleuses et travailleurs du monde. L'OIT a formulé les Conventions internationales du travail, des instruments contraignants qui créent des obligations légales pour les États. Elle a d'autre part formulé des instruments plus souples, comme des recommandations et des protocoles, et a établi les normes fondamentales du travail dans sa déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail de 1998. Les quatre droits fondamentaux établis par l'OIT sont la liberté d'association et le droit de négociation collective, l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi.

Or, malgré tous ses efforts pour établir un cadre normatif pour la gouvernance internationale du travail, l'OIT a eu du mal à s'adapter à la réalité mondiale du travail depuis la libéralisation des marchés.

De plus en plus, ce sont désormais les initiatives publiques-privées et les codes de conduite des multinationales qui définissent la gouvernance internationale du travail. Cette réalité fait en sorte de conférer moins de protection aux travailleuses et travailleurs, pour avantager plutôt les multinationales.

Dans le contexte de l'industrie du vêtement du Bangladesh et depuis la tragédie du Rana Plaza, quelques ententes internationales ont été passées, visant plus de protection pour les travailleuses. L'entente la plus importante est *l'Accord sur la sécurité incendie et la sécurité des bâtiments* (*l'Accord*), puisqu'elle était contraignante et rassemblait des acteurs publics et privés. En vigueur de 2013 à 2018, *l'Accord* avait été signé par 222 marques internationales, par des syndicats bangladais et internationaux, des organisations de défense de droits, l'OIT et le gouvernement du Bangladesh.

Avec un objectif d'améliorer la sécurité en matière d'installations électriques, la sécurité incendie et la sécurité structurelle des bâtiments, *l'Accord* couvrait plus de 1500 manufactures dans lesquelles travaillaient environ 2 millions de travailleuses. Cette entente a permis d'apporter de véritables changements aux conditions de travail des travailleuses du vêtement concernées.

Les acteurs, les actions et les campagnes

L'industrie du vêtement au Bangladesh implique une multitude d'acteurs, autant locaux qu'internationaux. Sur le plan local, notons d'abord que le gouvernement et l'Association des exportateurs de vêtements produits au Bangladesh (BGMEA) ont collaboré pour mettre en place des cellules de travail et offrir aux employeurs des formations sur la sécurité au travail. De plus, des acteurs non-gouvernementaux ont organisé des formations et divers programmes pour soutenir les travailleuses.

— **Or, des enjeux de corruption et de financement causent des tensions entre ces acteurs même lorsqu'ils déclarent poursuivre les mêmes objectifs, ce qui ralentit considérablement l'amélioration des conditions de travail des travailleuses du vêtement.**

Étant donné que l'industrie du vêtement du Bangladesh alimente principalement les marchés des pays d'Europe et les États-Unis, de nombreux acteurs privés et publics y sont également impliqués. Par leur biais, le Bangladesh profite d'investissements étrangers importants, que ce soit au niveau économique ou humanitaire.

Toutefois, même si ces investissements ont apporté beaucoup de positif, ils ont également rendu le Bangladesh et les ONG bangladaises dépendants de ces apports financiers. Un tel lien de dépendance fait en sorte de rendre les actions des ONG bangladaises tributaires des positions politiques de leurs partenaires étrangers.

Même lorsqu'elle est basée sur de bonnes intentions, l'implication des acteurs internationaux peut nuire aux travailleuses si les intérêts centraux de ces acteurs ne sont pas ceux des travailleuses.

3. Analyse : l'évolution des politiques et des campagnes après le Rana Plaza

La section analytique de la recherche est divisée en trois parties. La première revient sur l'efficacité des ententes internationales, la deuxième se penche sur l'évolution des campagnes de solidarité avec les travailleuses du Bangladesh avant et après le Rana Plaza et la troisième identifie les défis qui persistent.

Les résultats des ententes internationales

Lorsque l'*Accord* et l'*Alliance* sont arrivés à terme en 2018, ils avaient permis de compléter les inspections de 2440 manufactures – soit 35 400 inspections – et d'identifier 142 970 situations de risques d'incendie, de défaillances électriques et de sécurité structurelle.

Ainsi, on note une amélioration générale de la sécurité structurelle dans les bâtiments en question, et on a même pu observer une hausse des inspections dans des manufactures non couvertes par l'*Accord* ou l'*Alliance*.

Par ailleurs, bien que des mesures de remédiation aient été apportées pour 85 % des risques identifiés lors des premières inspections, seulement 150 manufactures avaient complété leur remise complète en état à l'issue des processus initiés dans le cadre de ces deux ententes. Dans

les faits, les deux ont été inefficaces à plusieurs égards. Entre autres, elles n'incluaient pas les plus petites manufactures ni les sous-traitants; elles n'ont pas apporté d'améliorations des conditions de travail de base (heures de travail, augmentation des salaires, liberté d'association...); et elles n'ont pas encouragé l'autonomisation des travailleuses ni celle des groupes syndicaux.

Pour sa part, le *Pacte sur la Durabilité au Bangladesh*² (*Pacte*) a permis l'inspection de 1500 manufactures qui n'étaient pas couvertes par l'*Accord* et l'*Alliance*. Les progrès dans le cadre du *Pacte* ont été plus lents puisque les inspections étaient menées par des instances gouvernementales bangladaises. Le taux de remise en état des manufactures n'a été que de 29 %, comparativement à l'*Accord* (84 %) et à l'*Alliance* (91%). Finalement, le *Pacte* a obtenu du gouvernement du Bangladesh qu'il adopte un amendement à la Loi du travail de 2006, mais sans apporter de changements réels pour les travailleuses et les syndicats.

Enfin, les grandes marques internationales ont fait preuve d'un manque d'engagement en ne soutenant pas financièrement leurs fournisseurs pour qu'ils effectuent les réparations recommandées par l'*Accord*. De plus, elles exigeaient des prix toujours plus bas, de sorte que les fournisseurs ne pouvaient ni effectuer les réparations nécessaires, ni offrir de meilleures conditions à leurs travailleuses.

2 Une entente entre le gouvernement du Bangladesh, l'Union européenne et l'OIT.

L'évolution des campagnes de solidarité avec le Bangladesh

La recherche effectue une comparaison des campagnes de solidarité avec les travailleuses du vêtement avant et après le Rana Plaza, puisque cet événement représente un moment charnière qui a suscité une hausse de la mobilisation des organisations internationales.

La lutte des organisations de défense de droits a commencé dans un contexte de néolibéralisme, de sorte que leurs campagnes de pression visaient davantage les multinationales (afin qu'elles mettent en place des codes de conduite) que les États. Or, de tels codes de conduite sont formulés avec une approche descendante (« top-down »), sans consulter les travailleuses concernées, et ne prennent donc pas nécessairement en compte la réalité des dites travailleuses. Une campagne pour l'abolition du travail des enfants, par exemple, peut avoir eu pour conséquence de nuire à la qualité de vie des familles des travailleuses qui dépendent aussi du salaire de leurs enfants. Les approches misérabilistes ont aussi des conséquences négatives pour les travailleuses. Dans le cadre de leurs campagnes, certaines organisations se sont servies d'images horribles et de discours traumatisants pour attirer l'attention du public. Bien que très efficace, cette approche a aussi eu pour effet de contribuer à la déshumanisation des travailleuses du vêtement.

Au cours des années 90, on peut également noter que certaines organisations se mobilisant « pour » les travailleuses du vêtement bangladaises, notamment certains syndicats occidentaux, avaient dans les faits des objectifs essentiellement protectionnistes. Même si certaines organisations de solidarité dénonçaient déjà ces visées protectionnistes et les discours stigmatisants sur les « femmes du tiers-monde » qui « acceptent de travailler dans des conditions épouvantables » avant le Rana Plaza, les campagnes de solidarité internationale ne consultaient pas les travailleuses concernées et pouvaient être teintées de stéréotypes racistes.

Après le Rana Plaza, les organisations ont adopté des stratégies de campagnes plus médiatiques, faisant le lien entre la *Fast Fashion* et les problèmes sociaux et environnementaux qui en découlent. Ainsi, la question de la mode a créé un espace pour discuter des conditions de travail dans les manufactures et du rôle des consommateurs-trices dans la lutte pour une amélioration de ces conditions. Certaines organisations encourageaient le changement des habitudes des consommateurs-trices et la transparence dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. D'autres demandaient aux multinationales de mieux encadrer la sécurité dans les manufactures sans pour autant boycotter les fournisseurs qui ne respectaient pas toutes les conditions, puisque que les travailleuses dépendaient de leur salaire malgré les mauvaises conditions. Même si ces campagnes adoptent encore souvent des approches descendantes, les médias représentent une façon pour les travailleuses de s'exprimer. » De plus, ces campagnes ont souvent contribué à la formation des travailleuses en matière de droits du travail. Ultimement, les campagnes post-Rana Plaza ont donc contribué à renforcer les capacités de négociation et de mobilisation des travailleuses bangladaises.

Les enjeux qui persistent dans l'industrie du vêtement du Bangladesh

La recherche identifie des enjeux auxquels font face l'industrie du vêtement du Bangladesh, et principalement ses travailleuses. Sur le plan local, on note la corruption dans l'industrie du vêtement, la répression des travailleuses et des représentants des syndicats par des milices de sécurité engagées par les entreprises manufacturières, ainsi que l'inaccessibilité des informations pour les travailleuses. Sur le plan international, on note le manque de coordination entre les acteurs internationaux, la nature éphémère des campagnes internationales et le manque de partenariats conclus avec des syndicats bangladais.

4. Les effets de la Covid-19 sur les travailleuses du vêtement bangladaises

C'est dans le contexte de vulnérabilité mentionné ci-dessus que les travailleuses du vêtement ont dû faire face à la pandémie de la Covid-19. La moitié des commandes de grandes marques, en production ou déjà complétées, ont été annulées et en conséquence, plus d'un million de tra-

vailleuses ont été congédiées sans recevoir leur salaire ni d'indemnités de départ. Or, la plupart de ces travailleuses ne disposaient pas d'épargnes pour absorber les conséquences économiques de la pandémie et beaucoup se sont retrouvées dans une situation de précarité catastrophique.

Malgré la lutte des syndicats bangladais et internationaux et la volonté de l'Union européenne, qui avait créé un fonds financier de 113 millions d'euros pour venir en aide aux travailleuses banglades, la plupart des travailleuses affectées n'ont pas pu bénéficier des aides en raison des problèmes de corruption.

— **Dans le contexte post-pandémique, la récupération économique de l'industrie du vêtement est une priorité pour le gouvernement du Bangladesh, au risque d'annihiler les progrès accomplis depuis le Rana Plaza .**

Recommandations

La recherche se conclut avec la présentation du modèle de responsabilité partagée du *Stern Center For Business and Human Rights*, et formule une série de recommandations:

- Poursuivre l'appui aux organisations et aux syndicats bangladais sur les plans financier, logistique et juridique.
- Établir des liens avec de plus petites organisations et des syndicats bangladais pour mieux prendre en compte les points de vue des travailleuses et travailleurs.
- Établir des liens avec des centres de recherche bangladais, afin de contribuer à la recherche sur l'industrie du vêtement et de mieux comprendre le contexte national dans lequel les actions des syndicats et organisations internationales s'inscrivent.
- Exiger la signature d'une extension de l'Accord ou d'un nouvel accord contraignant afin de continuer à protéger les travailleuses et travailleurs du vêtement.
- Demander au gouvernement du Canada d'adopter une loi sur la diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement afin d'obliger les entreprises canadiennes à assumer leurs responsabilités en lien avec leurs actions à l'étranger.

Québec 

Ce document est réalisé grâce à la contribution du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec.



Photo: Tareq Salahuddin (CC BY-SA 3.0)

Conclusion

La recherche a documenté comment l'industrie du vêtement du Bangladesh s'est développée et est devenue partie intégrante d'un modèle d'exploitation des travailleuses banglades. La pandémie a démontré à quel point les travailleuses du vêtement sont impuissantes face aux multinationales. Malgré les initiatives internationales et le cadre juridique national et international en place, les multinationales ont abandonné les travailleuses et ces dernières se retrouvent dorénavant dans une situation d'extrême précarité.

— **Plus que jamais, la communauté internationale doit s'impliquer pour revendiquer de meilleures conditions dans l'industrie du vêtement au Bangladesh et la justice pour les travailleuses et travailleurs du vêtement du Bangladesh et du monde.**

En présentant les lacunes et les forces des campagnes de solidarité internationales, menées avec et pour les travailleuses du vêtement banglades, nous espérons que des organisations de défense de droits puissent se servir de cette recherche pour mettre en place des campagnes de solidarité internationale plus efficaces et bénéfiques pour les travailleuses.

